L'érection de l'église Sainte-Marie de Schaerbeek « dans le plus bel endroit de la capitale »

Querelles et polémiques autour d'un symbole

The construction of the Church Saint Mary of Schaerbeek "in the most beautiful site of the capital". Quarrels and polemics about a symbol

La construcción de la iglesia Santa María de Schaerbeek "en el lugar más lindo de la capital" Disputas y polémicas alrededor de un símbolo

Véronique Samuel-Gohin

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/assr/25718>

DOI : 10.4000/assr.25718

ISSN : 1777-5825

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 2 mars 2014

Pagination : 21-46

ISBN : 978-2-7132-2431-7

ISSN : 0335-5985

Référence électronique

Véronique Samuel-Gohin, « L'érection de l'église Sainte-Marie de Schaerbeek « dans le plus bel endroit de la capitale » », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 165 | janvier-mars 2014, mis en ligne le 25 avril 2017, consulté le 22 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/assr/25718> ; DOI : 10.4000/assr.25718

I. Faire la ville

Véronique Samuel-Gohin

L'érection de l'église Sainte-Marie de Schaerbeek « dans le plus bel endroit de la capitale »

Querelles et polémiques autour d'un symbole

Construite à partir de 1847 à Schaerbeek, un faubourg de Bruxelles, l'église Sainte-Marie, par sa forme dérivée des églises à plan centré et par l'inscription spécifique de ce bâtiment religieux au sein de l'espace public, constitue un modèle unique en son temps, dont le caractère totalement novateur fut loin de susciter l'assentiment de l'ensemble de ses contemporains (photo 1). Les nombreuses étapes de la réalisation de l'édifice attestent un parcours semé d'embûches, auxquelles se heurtèrent les initiateurs et réalisateurs du projet, depuis la création de la paroisse de Sainte-Marie, en janvier 1840, la construction d'une église provisoire située rue Saint-Servais, en juin 1840, la pose des fondations de la nouvelle église place de la Reine, qui débute en août 1846, jusqu'à la consécration de la coupole, qui n'aura finalement lieu qu'en 1885. La présente étude, plus spécifiquement consacrée aux difficultés rencontrées par la fabrique, à partir de 1844, pour obtenir la validation du projet, ainsi qu'aux réserves émises par les instances compétentes, permettra de préciser quels sont les enjeux d'un conflit qui, au-delà des considérations financières, stylistiques et urbanistiques, relèvent sans doute indirectement de la définition politique du jeune État belge. La forte dimension symbolique de l'édifice religieux placé au sommet de la plus belle rue de la capitale belge, soulignée à maintes reprises dans les correspondances de la fabrique, renvoyait en effet à l'image identitaire de la communauté catholique au sein de la nation, exprimée de manière paradigmatique par la définition du statut et des caractéristiques formelles de la nouvelle église : l'objectif prioritaire était-il de répondre le plus rapidement possible aux besoins du culte par un édifice convenable ou, au contraire de saisir l'opportunité de cet emplacement unique pour y ériger un « monument national », au risque de se heurter à l'opposition des anticléricaux ? La mise en scène de la future église, implantée au sommet de la ville et consacrant avec puissance et éclat le caractère exceptionnel de Bruxelles tout entière, comme capitale du royaume de Belgique, n'avait-elle pas de quoi heurter certaines sensibilités catholiques plus enclines à exprimer leurs

Photo 1 : Église Sainte-Marie de Schaerbeek, vue aérienne (collection Léon Verreydt)

valeurs par la construction traditionnelle d'un clocher-porche, discrètement intégré entre deux façades, ainsi que par le recours au langage architectural alors dominant du néo-classicisme ? Les représentations en présence recourent dans une large mesure les clivages politiques qui opposent les catholiques conservateurs aux libéraux, dans la Belgique des années 1840, et à cet égard la solution architecturale proposée et décrite dans son ouvrage, *L'architectonographie des temples chrétiens*, par H. Van Overstraeten, l'architecte du projet, pourra être lue comme une réponse politique tentant de surmonter les divisions qui séparent alors les catholiques belges.

La validation du projet de Sainte-Marie en août 1847 : le « monument » entre dans l'« histoire »

L'arrêté royal approuvant définitivement les plans de la nouvelle église de la paroisse de Sainte-Marie fut promulgué le 8 août 1847. Trois jours plus tard, dans une lettre datée du 11 août, le Président de la Fabrique de l'église Sainte-Marie de Schaerbeek, Barthélémy Dewandre, adressait au ministre de la Justice, le catholique Jules d'Anethan, un hommage dont le ton personnel, non dénué de grandiloquence, tranche par rapport à l'habituelle rhétorique des missives officielles ; il est de toute évidence inspiré par la pleine conscience de la solennité du moment :

Les membres du Conseil de la fabrique de l'église de Sainte-Marie m'ont chargé de vous exprimer leur vive et profonde reconnaissance pour l'accueil bienveillant que vous avez toujours daigné leur faire et les encouragements que vous n'avez cessé de

leur donner dans leur grande et difficile entreprise. Ils n'oublieront jamais, Monsieur le Ministre, que si la capitale de la Belgique parvient à être dotée du plus beau des édifices du pays, c'est à vous seul, à votre persévérance qu'on le devra et ils considèrent comme un devoir de reconnaissance de le consigner dans les documents qui resteront de l'histoire de ce monument. (AFSM, corresp. n° 298)

Les termes ont leur importance et replacés dans leur contexte, ils retrouvent leur pleine résonnance : le jeune État belge s'apprête, lui aussi, à tourner une page de son histoire, une histoire qui est à la fois celle d'une construction politique, amorcée depuis la déclaration de l'indépendance du peuple belge en février 1831, et celle du développement d'une culture nationale dont la nouvelle capitale constitue l'épicentre. À la veille du 12 août 1847, jour de la nomination du premier gouvernement de parti constitué par le libéral Charles Rogier, le gouvernement De Theux vit ses dernières heures et le projet d'une entente unioniste entre catholiques et libéraux est ainsi enterré. Jules d'Anethan, pour sa part, se prépare à quitter des fonctions qu'il vient d'exercer quatre années durant au ministère de la Justice et qui ont fait de lui, en tant que ministre chargé de l'administration des cultes, l'un des principaux interlocuteurs de la fabrique de l'église Sainte-Marie au cours des longues années de négociation autour de la construction de l'édifice. L'heure est aux bilans : certes, le rêve d'une alliance politique entre catholiques et libéraux a fait long feu, mais la persévérance de d'Anethan qui est resté dans ses fonctions au cours de trois gouvernements successifs n'en a pas moins été récompensée par ce qui, aux yeux de Dewandre, est le plus important : la naissance d'un édifice à la mesure de la nouvelle capitale, à savoir une église monumentale, située au sommet de ce qui est alors considéré comme l'artère principale de Bruxelles. À vrai dire, en matière de persévérance, la palme revient en premier chef à Barthélémy Dewandre, le président de la fabrique. En effet, il est l'auteur quasi exclusif des quelque deux-cents lettres, écrites entre octobre 1841 et août 1847 et adressées par la fabrique aux diverses instances compétentes, pour parvenir à cet aboutissement, un auteur le plus souvent anonyme, identifiable cependant par son style et son écriture. Jules d'Anethan, pour sa part, a certes été étroitement associé à l'élaboration du projet de l'église Sainte-Marie, auquel il a participé dès la première heure, non seulement en tant que ministre, mais aussi comme paroissien et également, pour une très courte durée, comme membre de la fabrique. D'Anethan et Dewandre se côtoient ainsi au quotidien, puisque la maison du premier est située à Schaerbeek, au n° 326 de la rue Royale, non loin de celle du second qui demeure au 187 bis. Pourtant, le soutien de d'Anethan est loin d'avoir été aussi inconditionnel que le suggère Dewandre et le compliment que le président de la fabrique lui adresse, de toute évidence dicté par les circonstances, ne laisse rien paraître des conflits qui ont pu opposer les deux hommes.

Les attermoiements de Jules d'Anethan

L'ultime validation du projet de Sainte-Marie, émise par l'administration des Cultes et requise pour la promulgation de l'arrêté royal d'août 1847, s'est en réalité longuement fait désirer et l'attentisme du ministre de la Justice a pu sembler d'autant plus inexpliqué que la fabrique, avec une patience et une obstination exemplaires, était parvenue à lever les multiples entraves juridiques et financières étayant le refus de Jules d'Anethan : à présent que les premières fondations de l'église étaient posées et que les plans de l'élévation avaient été « modifiés d'après l'avis de la commission des monuments », qu'ils avaient été soumis à l'examen de l'ensemble des instances compétentes relevant de la commune et de la Province, plus rien ne semblait s'opposer au démarrage du chantier. Une lettre de Dewandre, datée de mars 1847, fait pourtant état d'une situation de blocage, générée par une indécision collective que seuls la détermination et le courage du ministre pourraient faire basculer. Le ton se fait pressant :

La Fabrique, M. le Ministre, a eu l'honneur de vous exposer qu'elle considère cette construction comme un monument national, comme une nécessité publique, un besoin d'honneur pour la capitale du Royaume.... Que si, M. le Ministre, il est reconnu que la Fabrique se trompe et que ce ne serait pas une cause d'éternels et imparables regrets de faire à cet emplacement des constructions sans style ni majesté, le Conseil, par mon organe, a l'honneur de vous déclarer que, pour ce qui le concerne et au point de vue des intérêts qu'il représente, tout édifice quelconque assez vaste pour recevoir les habitants de la paroisse le satisfera. Il attendra donc la résolution du gouvernement et s'y conformera ponctuellement. Le détail estimatif de la dépense est joint à la présente. Nous avons l'honneur de vous prier, M. le Ministre, de la faire examiner de telle sorte qu'il ne vous reste aucun scrupule. La pensée qu'aucun de nous chercherait à vous induire en erreur ne doit demeurer et ne peut demeurer à personne et nous désirons vivement, une fois pour toutes, que les personnes appelées à vous éclairer sur la question s'expliquent de telle sorte que les apaisements nécessaires soient acquis de toute part. (AFSM, corresp. n° 283)

L'indécision de Jules d'Anethan est manifestement alimentée par un entourage hostile et dubitatif quant à la solvabilité du projet. Les précédents de la construction du Palais de Justice de Gand invitent en effet les fonctionnaires du ministère de la Justice à la plus grande prudence. L'édifice, achevé au terme de dix longues années et dont la construction a nécessité à plusieurs reprises des rallonges budgétaires, est l'œuvre de Louis Roelandt, beau-père et professeur de l'architecte de Sainte-Marie, Van Overstraeten. À la Chambre des représentants, lors d'une séance consacrée au budget du Département de la Justice, un rapprochement similaire entre le nouveau Palais de Justice et les édifices religieux est suggéré par le libéral Charles Rogier : concernant ce « monument moderne [...] on s'est plaint que les dépenses réelles aient dépassé d'une manière exorbitante les évaluations primitives. Prenons garde, en l'absence de toute instruction préalable, de nous voir entraîner, pour les monuments religieux, dans l'exagération de dépenses où nous a entraînés ce monument consacré à la justice » (CR, Séance du 11 janvier 1844). Le terme de « monument religieux » pour désigner les églises

rattache sans ambiguïté ces édifices aux éléments d'une culture nationale que l'on s'efforce par ailleurs de développer pour souder l'ensemble des citoyens belges par un même sentiment d'appartenance au nouvel État. On sait notamment que l'idée est plus particulièrement chère aux libéraux (E. Witte, 2005 : 101). Pourtant le « monument religieux », de par son caractère bicéphale, n'en fait pas moins l'objet de controverses : faut-il le considérer comme une image-symbole d'une nation tout entière ou plutôt l'appréhender comme un simple bâtiment destiné au seul usage des pratiques religieuses d'une partie des citoyens ? Le problème est particulièrement exacerbé avec les tours des églises : comme élément principal du paysage de la cité, elles ont une dimension civile manifeste, mais n'en sont pas moins partie intégrante d'un bâtiment culturel. Cette ambiguïté de statut se solde en définitive par des déclarations d'intention plus ou moins grandiloquentes, accompagnées d'un refus de consacrer les deniers publics à l'entretien – ne parlons pas de leur construction... – des édifices religieux. À cet égard, l'allocation de Charles Rogier au sujet d'une aide éventuelle du gouvernement pour réparer la tour de Malines vaut son pesant d'or ; elle permet d'apprécier avec quelle dextérité le tribun se tire d'une visible impasse, allant jusqu'à proposer l'achèvement des tours, ce qui lui permet d'esquisser une réflexion brillante sur la notion de patrimoine de l'humanité, pour finalement inviter ses collègues à ne pas voter les crédits nécessaires à la réparation de l'édifice :

De pareils monuments, par leur caractère et leur grandeur, appartiennent à toute l'Europe civilisée, à toute la chrétienté. C'est ainsi que ceux d'entre nous qui ont fait récemment le voyage de Cologne n'ont pas été surpris de voir la commission chargée de la surveillance des travaux d'achèvement de la cathédrale de Cologne faire un appel à la libéralité de tous les étrangers qui étaient alors présents, parce qu'ils pensaient que la cathédrale de Cologne, comme les monuments belges qu'il s'agit de conserver, appartiennent en quelque sorte à tous les pays [si bien que] non seulement j'ai toujours voulu les travaux nécessaires à la conservation de ce monument, mais que j'ai poussé la témérité jusqu'à désirer son achèvement. Oui, il m'est arrivé de penser qu'un tel monument achevé, au sein de nos chemins de fer, serait une nouvelle preuve de la puissance de notre pays, de sa puissance dans les arts et dans l'industrie, comme de sa foi religieuse. [...] À Dieu ne plaise, cependant, que je veuille entraîner la Belgique dans un système de dépenses qu'elle ne pourrait supporter. Je sais qu'il en coûte cher pour être nation, pour être nation respectable et respectée ; mais je sais aussi que pour une nation comme pour un individu, la première condition pour se faire respecter, c'est de faire honneur à ses affaires, d'être dans une bonne position financière. (CR, 11 janvier 1844)

Dans les rangs des catholiques, la conception de l'édifice religieux comme « monument » n'est pas première. En effet, leurs préoccupations sont avant tout d'ordre fonctionnel et pragmatique, dictées par l'indigence d'un clergé dont les biens ont été confisqués sous l'occupation française et qui s'efforce de satisfaire une demande croissante sous l'effet de la pression démographique, avec les moyens limités que lui concède le gouvernement. Il s'agit donc en premier chef de pourvoir aux besoins du culte, insuffisamment doté par le gouvernement, car les libéraux contestent la création de nouvelles paroisses et succursales, qui

nécessitent le recrutement de nouveaux desservants ; ils ne voient dans ces créations qu'« une manœuvre du clergé pour se donner des agents actifs aux frais de l'État » (CR, 10 décembre 1844). La création de la paroisse de Sainte-Marie, décrétée par arrêté royal et justifiée par l'expansion démographique du faubourg de Schaerbeek ne peut certes être remise en cause. Cependant, pour l'érection du nouvel édifice, la discrétion serait évidemment de mise, car il est impératif de contrer certaines attaques à l'encontre des catholiques, soupçonnés de vouloir redonner à l'Église la puissance et le lustre d'antan.

Faut-il construire un « monument national » ou une simple « église convenable » ?

L'arrière-plan politique et les difficultés qu'il rencontre auprès de la Chambre des représentants pour faire approuver le budget du Département de la Justice permettent ainsi de mieux comprendre les hésitations de Jules d'Anethan, partagé entre des aspirations contraires. D'Anethan énonce lui-même les termes du dilemme auquel il est confronté, rapportés dans une lettre du commissaire d'arrondissement adressée à la fabrique :

M. le Ministre de la Justice a examiné la demande d'être autorisé à contracter un emprunt de 60 000 francs faite par le Conseil de fabrique de l'église de Sainte-Marie à Schaerbeek. L'emplacement choisi et la condition du contrat de vente exigeraient la construction d'une église monumentale. Comment rassembler les fonds nécessaires à cette fin ? [...] Ce qui est le plus important c'est d'avoir le plus tôt possible une église convenable pouvant satisfaire aux besoins des nombreux fidèles de cette paroisse et ce haut fonctionnaire croit qu'il serait préférable pour atteindre ce but utile d'abandonner le projet d'une église monumentale et de faire choix d'un autre terrain au centre de la commune. Néanmoins renonçant à regret à l'idée de voir un beau monument construit à l'extrémité de la rue Royale, M. le Ministre désirerait savoir, avant de se décider, s'il y aurait moyen de ne faire qu'une partie des constructions et de les faire servir au culte sans retard, de manière à attendre ensuite, que les fonds nécessaires pour terminer l'édifice et en particulier le frontispice et la tour soient réunis à la longue. (AFSM, rapport du Conseil de fabrique 9 septembre 1843)

Les éléments du débat sont ainsi posés, un débat sur les priorités qui doivent être celles des bâtisseurs de la nouvelle église : les objectifs sont-ils purement pratiques, sans autre prétention que de répondre aux besoins du culte, ou au contraire à forte dimension symbolique. Les termes de l'alternative sont rappelés à plusieurs reprises dans les lettres de Dewandre, qui somme le ministre de trancher :

C'est encore une fois la fabrique de Sainte Marie qui vient, bien contre son gré, vous importuner. Veuillez l'excuser, M. le Ministre, car s'il ne s'agissait pas d'une question si éminemment intéressante pour la capitale du royaume, il y a longtemps que vous ne la verriez plus recourir vers vous. Dites un seul mot, dites que le Gouvernement ne veut pas attacher au monument vers lequel depuis si longtemps nous portons tous nos vœux le souvenir du règne de Sa Majesté le Roi Léopold 1^{er}, et dès cet instant, M. le Ministre, nos démarches incessantes prennent fin. Nous laisserons à d'autres,

moins attachés que nous peut-être à la gloire de notre siècle, à celle de votre belle administration, Monsieur le Ministre, le soin d'élever sur le plus bel emplacement de la Belgique, le plus majestueux de la capitale, et le dernier qui permette d'y édifier un temple, nous laisserons disons-nous à ceux-là, le soin de construire une église mesquine, source de perpétuels regrets. (AFSM, corresp. n° 157)

En opposant à la « gloire » de l'édifice-symbole la « mesquinerie » de l'édifice répondant aux seules nécessités pratiques, Dewandre énonce un jugement esthétique et moral, qui occupe en fin de compte une place déterminante dans la discussion. Les arguments invoqués reflètent par ailleurs le glissement sémantique opéré durant les premières décennies du XIX^e siècle sur le terme « monument », dont la valeur archéologique s'estompe et dont la dimension mémoriale va désormais de pair avec une fonction ornementale plus accentuée¹. Dans son Dictionnaire d'architecture paru en l'an IX, Quatremère de Quincy remarque ainsi que le terme « désigne un édifice, soit construit pour servir à éterniser le souvenir de choses mémorables, soit conçu, élevé ou disposé de manière à devenir un agent d'embellissement et de magnificence dans les villes [qu'en outre] sous ce second rapport, l'idée de monument, plus relative à l'effet de l'édifice qu'à son objet ou à sa destination, peut convenir et s'appliquer à tous les genres de bâtiments » (cité par Choay, 1992 : 16). Il s'agit désormais de préciser la nature de cet « effet », dans le cas du projet de Sainte-Marie, en explorant les différents modes d'appréhension de l'objet architectural, défini selon trois paramètres indissociables, que sont sa forme, son insertion dans l'espace urbain et en dernier lieu, son style.

Proportions et place de l'église dans la ville

La tour ou le dôme ?

Il ressort manifestement de la lettre du Commissaire d'arrondissement citée plus haut que Jules d'Anethan ne concevait initialement pas la future église Sainte-Marie comme un édifice à plan centré, coiffé d'une coupole byzantine, mais plutôt comme un édifice néo-classique avec une façade ornée d'un frontispice et surmontée d'une tour. L'église Saints-Jean-et-Nicolas (photo 2), édifiée à Schaerbeek entre 1847 et 1850 sur le périmètre de la paroisse de Sainte-Marie et qui, à plus d'un titre, est la concurrente directe de Sainte-Marie, offre une image sans doute assez proche des conceptions architecturales de Jules d'Anethan, qui s'est impliqué personnellement dans la conception de Sainte-Marie : à deux reprises, il tente d'intervenir dans le choix de l'architecte de la future église. Il

1. Cette nouvelle conception du « monument » comme ornement de l'espace urbain est attestée par la création, dès 1835, de la « Commission royale des Monuments », un organe destiné à conseiller le gouvernement non seulement sur la conservation et la restauration des édifices anciens, mais également sur la qualité des nouvelles constructions.

Photo 2 : Église Saints-Jean-et-Nicolas (arch. J.P.J. Peeters et Gustave Hansotte), vue à partir de la rue de la Fraternité (collection Léon Verreydt)

propose tout d'abord à la fabrique de s'adresser à l'architecte Tilman François Suys, dont l'église Saint-Joseph en cours de construction, square Frère Orban, présente une façade à deux tours sur le modèle de La-Trinité-des-Monts à Rome ; six mois plus tard, il fait également parvenir à la fabrique les plans de l'architecte A. Engels, aujourd'hui disparus, mais dont on apprend dans un courrier ultérieur que la façade comporte une tour². Jules d'Anethan a, semble-t-il, particulièrement

2. 30 septembre 1844 : « Nous avons reçu les plans de M. Engels, joints à la dépêche que vous nous avez fait l'honneur de nous adresser le 7 du courant ; ils seront soumis à l'examen

Photo 3 : Église Sainte-Marie de Schaerbeek, vue du chevet et du bas-côté nord-ouest (collection Léon Verreydt), la tour, plus imposante que dans le projet initial de Van Overstraeten, a été fortement remaniée par son successeur G. Hansotte

à cœur de voir réaliser ce dernier projet, adressé à la fabrique par son entremise ; il n'hésite pas pour ce faire à contourner la procédure du concours prévoyant l'envoi anonyme des projets, directement soumis à la fabrique par les participants. La présence de la tour est du reste également mentionnée dans le libellé du concours qui invite les auteurs « à présenter les devis de la dépense, établis en 3 parties, savoir : l'avant-corps comprenant le portail et la tour, la partie du centre ou la grande nef et les bas-côtés, et enfin, le chœur » (AFSM, rapport du Conseil de fabrique 29 août 1844). Cependant le projet de van Overstraeten, finalement choisi par la fabrique, n'est conforme à ce descriptif que d'une manière incomplète et tout à fait biaisée : l'organisation tripartite initialement prévue est respectée, mais la tour, dissociée du porche, est rejetée sur la face arrière de l'édifice (photo 3). Comme l'explique l'architecte dans un ouvrage dont certains chapitres sont consacrés à la description de son projet pour Sainte-Marie, la solution consiste à « adapter [la tour] le plus convenablement à l'axe de l'abside postérieure ». Elle a déjà été mise en œuvre à la fin du XVIII^e siècle, comme à l'église de Saint-Germain-en-Laye, et la référence au modèle néo-classique est confirmée par la mention de l'abbé Laugier, sous la tutelle duquel l'architecte se place pour

du Conseil à sa première réunion et annexés, en retour, aux pièces qui feront l'objet des propositions de la fabrique au gouvernement » ; 4 juillet 1845 : « Par suite à notre lettre du 27 mars, n° 187, envoi des quatre plans de M. Engels d'Anvers pour la construction de l'église Sainte-Marie : Tour, Plan, Façade longitud., coupe ». (AFSM, corresp.)

Photo 4 : Dessin de la tour, Van Overstraeten,
Architectonographie des temples chrétiens (1850), p. 186

légitimer sa démarche. Le célèbre théoricien, dans son *Essai d'architecture*, rédigé « dans le milieu du siècle dernier [alors que] les ordres grecs étaient sacramentels », désigne en effet la tour comme « la sorte de bâtiment où il est permis de s'écarter des routes ordinaires ». Les motifs invoqués pour le report de la tour à l'arrière de l'édifice sont économiques et pratiques : « D'abord les ressources dont il nous est communément donné de disposer aujourd'hui ne permettent plus de rivaliser d'importance dans ces constructions avec celles du moyen-âge. Pour déguiser notre infériorité de commande, il convient de traduire en simple accessoire ce dont autrefois on faisait l'objet dominant. En deuxième lieu, placé à proximité des bâtiments de service, la tour tiendra davantage du vrai but de sa création, la sonnerie des offices divins » (H. Van Overstraeten, 1850 : 222-223). Sans être pour autant supprimée puisqu'elle surplombe la façade secondaire de Sainte-Marie, la tour n'en a pas moins été ravalée au rang de simple accessoire de service et ainsi dépossédée de la dimension symbolique et scénographique qui était initialement celle des tours d'église. De fait, le projet de tour reproduit par Van Overstraeten dans son ouvrage a des proportions à la fois réduites et trapues contrastant fortement avec l'élancement et la verticalité médiévales et qui réduisent d'autant sa force expressive (photo 4). L'architecte concède d'ailleurs lui-même

Photo 5 : Église Sainte-Marie de Schaerbeek, vue de la rue Royale (Académie royale de Belgique, Fonds Belfius, région Bruxelles-Capitale)

que « le clocher, destiné uniquement aux exigences du service, n'arrive qu'en deuxième ligne, et a été sacrifié à l'effet unique qu'[il] cherchai[t] à obtenir du dôme » (H. Van Overstraeten, 1850 : 186). L'enjeu de la concurrence entre le dôme et la tour est clairement ici celui de la mise en œuvre d'une scénographie urbaine justifiant la victoire du premier sur la seconde. Les considérations les plus décisives ne portent pas tant sur des questions typologiques et formelles que sur le rôle joué par l'édifice religieux dans la mise en scène d'un espace public urbain (photo 5). L'effet recherché est d'abord optique : « au point de vue de la forme ou de la configuration du monument, il importait que la façade s'accusât nettement à l'horizon. [Un clocher par contre], ferait l'effet très peu imposant d'une flèche élancée au bout d'une rue de 200 mètres ». La tour et le dôme impliquent en effet deux modes d'insertion spatiale de l'édifice fondamentalement différents. Alors que la tour, parfaitement intégrée dans son environnement, contribue à sa diversification par un simple effet de variation de la hauteur des toits qui structure et scande l'espace urbain, le dôme est quant à lui en rupture avec l'espace qui l'entoure, il le domine et échappe à ses limites. Le volume hors urbain ainsi constitué ne peut être appréhendé dans une échelle de proximité, mais à l'échelle d'un paysage. Certains contemporains, objectant que « l'édifice étant beaucoup plus large que la rue qui devrait lui servir de cadre, la perspective pourrait en souffrir », craignent le conflit d'échelle résultant de la disproportion entre le dôme et les maisons avoisinantes. Selon la fabrique et son architecte, la crainte est sans fondements, l'édifice projeté étant hors gabarit :

Dans tout projet ordinaire, l'inconvénient que l'on redoute se ferait sentir, mais il n'est nullement à craindre avec celui proposé, parce que les maisons de la rue royale ayant pour élévation de 12 à 14 mètres, s'élèvent à peine à la hauteur du portail du projet, que par conséquent elles n'en forment pas encore le soubassement ; ensuite, il est évident qu'à partir de là jusqu'au sommet, l'élévation de 65 mètres viendra découper la silhouette tout entière sur l'horizon et permettra à l'œil d'embrasser tout l'ensemble.

Et quant à la partie inférieure, le porche coupe la largeur totale de la rue royale, et par sa colonnade en renforcement, chemine cette immense ligne d'une manière très harmonieuse. (AFSM, rapport du Conseil de fabrique, 5 avril 45)

La prépondérance du dôme sur son environnement urbain relève également d'une conquête de l'espace physique : alors que l'église surmontée d'un clocher se laisse insérer entre deux façades de maison, le dôme fait en quelque sorte le vide autour de lui. Initialement, c'est d'abord le vide qui appelle le dôme, un vide formé par la configuration particulière du terrain (photo 6). La fabrique justifie ainsi son choix : « sous le rapport de l'art, la place de la Reine avec les 2 rues latérales des palais et de St Servais, présente les 3 côtés d'un octogone et le plan de M. Van Overstraeten a cela d'avantageux, qu'il offre sur ces divers points des façades régulières, belles et riches, tandis que tous les autres projets, donnant tout à la tour, ne laissent à l'œil dans les parties latérales que des constructions nues, sans dignité et sans noblesse » (AFSM, rapport du Conseil de fabrique, 5 avril 45). Par la suite, l'ensemble des faces de l'édifice sera dégagé par la démolition des maisons qui bordent l'église, pour renforcer ainsi l'isolement ostentatoire du monument. La monumentalité et la mise en exergue de l'église Sainte-Marie au sein de l'espace public trouvent leur ultime justification dans le caractère hautement symbolique d'un édifice qui se doit d'être un fleuron architectural exprimant l'âme d'une ville élevée au rang de capitale. Les arguments allégués par la fabrique pour la défense du projet de Van Overstraeten se réfèrent avec une grande récurrence au lien étroit qui doit unir, dans une relation d'ordre métonymique, la plus belle et la plus grande église à la plus belle et la plus grande rue de ce qui doit devenir la plus belle et la plus grande ville de Belgique. Dewandre écrit ainsi : « Il est nécessaire de donner en perspective à cette belle rue et même comme aspect général de la ville de Bruxelles le plus grand volume possible. On ne peut donc atteindre ce but qu'en y élevant un dôme dont l'énorme masse

Photo 6 : Plan du terrain, Van Overstraeten, *Architectonographie des temples chrétiens* (1850), p. 180.

Les maisons, situées de part et d'autres du terrain à bâtir, seront démolies par la suite

Photo 7 : Église Sainte-Marie de Schaerbeek, vue aérienne (collection Léon Verreydt), à gauche, la rue Royale ; à droite, de haut en bas, rue des Palais, rue Sainte-Marie (perçement à partir de 1885), rue Saint-Servais

découpée par huit tourelles en saillie chacune de 4,50 m, porterait jusqu'aux nues la grandeur et la majesté de la capitale » (AFSM, rapport du Conseil de fabrique, 5 avril 45). Les convictions des membres de la fabrique et de leur président sont pourtant très diversement appréciées par l'ensemble des décideurs du projet, une différence qui renvoie à des sensibilités architecturales, politiques et aussi religieuses divergentes.

Un bâtiment d'exception pour un lieu d'exception ? Entre désir et refus de l'ostentatoire

L'église Sainte-Marie a dès l'origine été conçue comme la « cerise sur le gâteau » d'un vaste projet d'urbanisation des faubourgs qui s'étendait au-delà de la porte de Schaerbeek. Doter le nouveau quartier d'un bel et vaste édifice religieux servait ainsi en premier chef les intérêts immobiliers des investisseurs, en favorisant l'afflux d'une population aisée grâce à l'attrait exercé par les nouvelles infrastructures. La rue Royale avec sa perspective s'étendant sur deux kilomètres – la plus longue du Royaume de Belgique – constituait à cet égard un pôle particulièrement attractif. L'édifice religieux appelé à surplomber la partie terminale en pente de la vaste artère devait ainsi occuper une position d'autant plus stratégique qu'il serait situé sur le « tracé royal », à la jonction de la rue Royale neuve et de l'ancienne route de Laeken devenue rue des Palais (photo 7). C'est pourquoi, eu égard à la « hiérarchie horizontale » qui s'instaure alors dans la perception

de l'espace urbain³, Sainte-Marie pouvait sans conteste briguer la première place dans l'ordre d'importance des édifices bruxellois. L'initiateur principal du projet n'est autre que l'architecte-ingénieur Jean-Baptiste Vifquain, qui du reste demeure lui aussi dans la rue Royale, dont il a dessiné le plan d'alignement avec la porte de Schaerbeek (1819) et qui est également directement impliqué comme promoteur et co-fondateur de la « société de la rue des Palais » (1833) dans le développement du quartier, à une époque peut-être moins regardante sur les conflits d'intérêts. Le rêve de l'urbaniste prenant le dessus sur l'âpreté au gain pourtant bien connue de l'investisseur⁴, J.-B. Vifquain avait cédé à son prix d'acquisition le terrain de la future église à la fabrique de Sainte-Marie, sous la condition qu'elle y érigerait une « église monumentale », une exigence qui est stipulée dans la promesse de l'acte de vente rédigée avec la fabrique le 17 janvier 1842. Il y est précisé à ce propos que « les trois acquéreurs primitifs voul[aien]t ainsi] assurer et faire décider d'une manière sérieuse et complète l'exécution digne de la capitale et en rapport avec l'emplacement et le beau quartier qu'il doit pour ainsi dire couronner » (AFSM, rapport du Conseil de fabrique, 17 janvier 1842). Qu'entendait-on vers 1840 par le terme « monumental » ? Vifquain, en bon ingénieur, n'en donne qu'une définition chiffrée, stipulant qu'« une église monumentale [est un édifice] dont l'importance, décor et ameublement non compris, aurait une valeur de trois cent mille francs ». C'est sans compter avec le caractère éminemment visuel et théâtral du concept. À partir des années 1840, l'espace urbain acquiert une dimension commémorative qui n'est plus uniquement ponctuelle et éphémère, c'est-à-dire liée à une cérémonie, mais en orchestre désormais la configuration de manière durable et profonde. La référence initiale est impériale ; à Paris, Louis Visconti donne le ton : il réalise le tombeau de l'Empereur à la chapelle royale des Invalides et organise le cortège du retour des cendres de Napoléon. Ces cérémonies, qui ont semble-t-il marqué les contemporains, « inaugurent cette ère de la composition urbaine où l'architecture construite paraît n'être plus que le décor permanent, en l'attente d'une nouvelle cérémonie » (F. Loyer, 2006 : 135). Poelart qui a été l'élève de Visconti saura s'en souvenir en réalisant, dans les années 1840, les premiers plans du Palais de Justice de Bruxelles, un édifice colossal à plan centré surmonté d'une coupole, visible de partout dans la ville ; il constitue à plus d'un titre le pendant de l'église Sainte-Marie, tant par sa forme et son implantation, au sommet d'une pente située à l'autre extrémité de la rue Royale et de sa prolongation, la rue de la Régence, que par sa force expressive,

3. Loir, 2009, p. 107 : « Ce n'est plus la hauteur des tours, mais la longueur de la perspective donnant sur la façade principale qui hiérarchise les édifices. Pour simplifier, avant la création du quartier Royal, plus un édifice est élevé, plus il est important ; au quartier Royal, plus un édifice est dégagé, plus il est important ».

4. Voir : Lederer A., 1983, « La vie et l'œuvre de J.-B. Vifquain », in *Jean-Baptiste Vifquain. Ingénieur, architecte, urbaniste (1789-1854)*, actes du colloque d'histoire des sciences, Louvain, Travaux de la faculté de Philosophie et de Lettres de l'Univ. catholique de Louvain, XXX, p. 1-15.

nourrie aux sources de l'éclectisme. Le travail de l'architecte sur la référence historique s'efforce en effet de donner corps aux différents éléments constitutifs de cette scénographie impériale. Dans le livre de Van Overstraeten sur *L'architecture des temples chrétiens*, la dimension inaugurale de Sainte-Sophie de Constantinople, l'édifice impérial par excellence, est ainsi révélée avec la violence d'un coup de théâtre, propre à susciter le « cri d'admiration qui s'échappa de l'âme de l'empereur d'Orient [Justinien], lorsqu'agenouillé sur le parvis de son temple, il lui fut donné de contempler pour la première fois tout l'éclat de son œuvre » et que, saisi par la vue de l'édifice qu'il venait de faire réaliser, il s'exclama « je t'ai vaincu Salomon ! » (H. Van Overstraeten, 1850 : 46) ; l'évocation de la puissance du monument est elle-même mise en scène par le biais d'une description, lui faisant directement suite, des fastes impériaux déployés lors de la cérémonie d'inauguration du nouveau temple. Si dans la Belgique des années 1840 le culte impérial n'est évidemment plus de mise, les arguments invoqués par la fabrique en conservent les caractéristiques formelles, désormais transposées à la nation suscitant « un sentiment d'amour national », incarnée moins par son roi que par sa capitale. Ainsi l'évocation du cérémonial du « couronnement » (AFSM, corresp. 12 février 1844) d'« un emplacement si beau, si rare », l'idée de puissance et de grandeur suscitées par le « plus majestueux ornement » (14 décembre 1843), ainsi que la volonté de « laisser des souvenirs imposants » (30 septembre 1844) « que la postérité puisse admirer » (14 décembre 1843) constituent des thématiques récurrentes sous la plume de Dewandre. Mais ce rêve de magnificence soulève inévitablement les critiques, non seulement parce qu'aux yeux des libéraux, il entraînerait des dépenses somptuaires, mais aussi sans doute parce qu'il froisse la sensibilité d'une certaine partie de l'opinion catholique. Ainsi à partir d'août 1845, Dewandre s'efforce de nuancer son discours : dans une lettre adressée à d'Anethan, il écrit :

Nous avons l'espoir, M. le Ministre, que vous voudrez bien être persuadés que si nous avons tant insisté pour obtenir l'exécution des plans de M. van Overstraeten, ce n'est point par un sentiment d'ambition dont nous devrions avoir regret. Un motif plus noble a seul dicté nos démarches et nous sommes certains que vous avez su l'apprécier. (AFSM, corresp. n° 203)

Dans le bras de fer qui l'oppose à d'Anethan quant au choix de l'édifice, Dewandre se met toujours en retrait pour éviter le conflit de personnes. Mais le sentiment du ministre est visiblement partagé par d'autres décideurs du projet, comme le montre une lettre adressée cinq jours plus tard aux membres de la députation permanente : « Dans un but de grandeur nationale et nullement comme on a pu le croire par ostentation, le Conseil de fabrique avait dirigé tous ses efforts vers la réalisation du projet majestueux de M. van Overstraeten Roelandt » (AFSM, corresp. n° 202). Dewandre, qui pèse ses mots, ce dont témoignent les nombreux rajouts et repentirs, a remplacé le terme de « monument » par celui, plus neutre, de « projet », car c'est bien autour de l'idée de « monument » et des symboles ostentatoires qu'il véhicule que se cristallise le conflit. L'architecte de

Sainte-Marie, Van Overstraeten, ne s'y est pas trompé. Sa réflexion sur les édifices cultuels chrétiens traduit l'image d'un fidèle qui puise sa foi dans l'authenticité de la primitive Église et qui pratique la vertu d'humilité, loin de la rumeur du siècle. La « symbolique intérieure » de son église est ainsi axée sur le développement du narthex qui, selon Van Overstraeten, est réduit à la portion congrue dans les édifices surmontés de tours et auquel il convient de redonner une place indispensable : « Pourquoi la primitive église établissait-elle son Atrium, précédé encore du Prothyron ? En isolant son temple des bruits du Siècle, en n'y introduisant les fidèles qu'à travers les images de la pureté et les pénitences des prosternés, ne nous lègue-t-elle pas les plus sublimes exemples » (H. Van Overstraeten, 1850 : 195) ? L'isolement du sanctuaire va ainsi à l'encontre de l'idée de l'édifice-spectacle. Il permet de préserver sa dimension sacrée, « de le prémunir contre l'esprit de sécularisation » ; et Van Overstraeten, épingle au passage les églises de style néo-classique dont le narthex est « comme les péristyles des palais et théâtres » conçus pour protéger de la pluie les fidèles timorés, ceux qui « n'oseraient (sinon) gravir les degrés humides du temple » (H. Van Overstraeten, 1850 : 199-200). On mesure ici combien les tiraillements autour de la conception de l'église Sainte-Marie révèlent les écarts qui séparent la communauté des catholiques, laquelle constitue un groupe d'autant moins homogène que, dans les premiers temps du moins, la plupart des libéraux s'opposant lors des débats politiques à la Chambre au groupe des catholiques n'en sont pas moins croyants et pratiquants. La longue et difficile recherche d'un accord entre les concepteurs du projet de l'église Sainte-Marie (les membres de la fabrique et leur architecte) et l'instance décisionnelle appelée à valider ce projet (le ministère de la Justice), au-delà des difficultés techniques et financières, ressortit à un conflit idéologique qui oppose deux personnes, Barthélémy Dewandre et Jules d'Anethan.

Sainte-Marie à la croisée des regards et des représentations idéologiques

Portraits de catholiques : conservatisme et progressisme

S'ils sont voisins et fréquentent la même paroisse, d'Anethan et Dewandre ne sont pourtant pas du même monde. Le premier appartient à la noblesse du Saint-Empire germanique : il est un descendant des seigneurs de Densborn de la Province de Luxembourg, anoblis au rang de chevalier par l'empereur Ferdinand II, en 1630, puis de baron par Joseph II, en 1787 ; son père fut Conseiller municipal à Bruxelles, puis préfet du département de la Dyle. Le second est issu d'une famille de drapiers et de sculpteurs, notables de la ville de Liège, où son père qui dirigeait l'École des Beaux-arts fut premier adjoint au maire. Tous deux sont juristes de formation et ils inaugurent leur carrière comme substitut du procureur du Roi au tribunal de première Instance, l'un à Courtrai, puis Termonde, l'autre à Huy, puis Liège. Au lendemain de la constitution de l'État belge et des changements

institutionnels qui s'ensuivent, ils sont appelés à Bruxelles où ils sont nommés Avocats généraux, l'un à la Cour d'appel de Bruxelles, en 1836, l'autre à la Cour de cassation de Belgique, en 1834. Mais le parallélisme de ces deux carrières tourne rapidement court : en 1843, à l'âge de trente ans, d'Anethan, de douze ans le cadet de Dewandre, entre au Sénat, dont la grande majorité des élus, en raison du cens électoral très élevé, est issue de l'aristocratie terrienne ; cette même année, il reçoit également le portefeuille de la Justice sur la proposition de J.-B. Nothomb. C'est pourquoi, malgré la quotidienneté des rapports qui unissent les deux marguilliers de la fabrique de Sainte-Marie qui vient d'être créée en janvier 1840 (Dewandre est nommé Président et d'Anethan est élu Secrétaire du Conseil), les d'Anethan tiennent à afficher leur différence. Le 23 juin 1840, Mme d'Anethan adresse ainsi une lettre au Conseil de fabrique, où elle enjoint à ses membres d'apporter plus de clarté dans la tenue des comptes et exige notamment que « les souscriptions inscrites sur la liste [des dames de la collecte] soient déposées à l'inspection du public soit à l'église, soit à tout autre lieu que le Conseil indiquerait » (AFSM, rapport du Conseil de fabrique, 24 juin 1840). Il n'est sans doute pas de meilleure manière pour marquer son rang que de faire connaître à l'ensemble de la communauté des paroissiens la hauteur du montant des dons opérés au profit de celle-ci, une pratique visiblement contraire à l'esprit des membres de la fabrique et de son Président ⁵. Ce dernier se contente de faire procéder à la vérification des comptes souhaitée, mais ne semble pas avoir donné suite à la seconde demande ⁶. Le climat de dissension est confirmé par une prise de distance manifeste de la part de Jules d'Anethan qui se traduit par sa démission comme marguillier secrétaire du Conseil, notifiée le même jour que la lettre de son épouse, ainsi que par sa fréquentation très espacée des séances du Conseil de fabrique dont il demeure toutefois membre jusqu'en août 1842. Tout porte à penser que le baron d'Anethan n'est pas véritablement en phase avec l'idéologie régnant au sein du Conseil de fabrique, dont l'orientation est d'ailleurs précisée lors de son départ et remplacement par un illustre franc-maçon, le Général de Grégoire, doyen du Suprême-Conseil ⁷, ainsi que par l'élection en avril 1843 du célèbre sculpteur et également franc-maçon Guillaume Geefs ⁸. Le différend qui oppose

5. « M. le Président fait connaître [au sujet des listes de souscription], que plusieurs membres lui ont exposé que quelque désireux qu'ils soient de voir s'accomplir l'œuvre auquel le conseil consacre tous ses soins, ils ne peuvent cependant souscrire pour des sommes excédant leurs ressources [...] il est décidé que tous les membres souscriront pour trois actions à l'emprunt, libre à eux de réduire en définitive leur souscription respective comme ils l'entendent ». (AFSM, rapport du Conseil de fabrique, 29 avril 1844)

6. AFSM, corresp., 25 juin 1840, n° 55.

7. Louis Théodore Juge, *Le Globe*, Archives des Initiations anciennes et modernes publiées par une société de francs-maçons, Paris, 1841, p. 359.

8. Il est notamment l'auteur du monument de la place des Martyrs à Bruxelles et de la statue de Leopold I^{er} sur la Colonne du Congrès. Ses opinions libérales s'expriment par une carrière politique qui le conduit à devenir Conseiller communal, en 1848, puis, de 1852 à 1863, bourgmestre de Schaerbeek.

la fabrique, et plus particulièrement son président, au ministre d'Anethan au sujet des caractéristiques formelles de l'église Sainte-Marie et de la présence de l'édifice dans la ville a, en effet, révélé des partis pris esthétiques et des sensibilités totalement divergents. On peut ainsi opposer l'esprit d'austérité puritaine de d'Anethan considérant la future église Sainte-Marie comme un bâtiment cultuel ordinaire, totalement intégré dans son environnement urbain, au rêve de magnificence baroque de Dewandre qui, en digne fils d'un père sculpteur et architecte ⁹, se soucie avant toute chose d'« orner d'un monument religieux » (AFSM, corresp., 15 juillet 1844, n° 150) le lieu le plus en vue de Bruxelles « dans [le seul ?] intérêt des arts et de l'embellissement de la capitale » (AFSM, rapport du Conseil de fabrique, 9 septembre 1843). Les enfants de François Dewandre ont indubitablement été marqués par un milieu familial où on avait coutume de conjuguer la pratique des arts et celle des vertus civiques. Henri, d'un an l'aîné de Barthélémy et juriste comme son frère, parallèlement à une carrière politique bien remplie qui l'amena à siéger en 1830 au Congrès national, avait des compétences avérées en architecture : mandaté, dès 1825, par l'administration communale de Liège pour diriger la commission pour l'embellissement de la ville, ses implications multiples dans la vie artistique liégeoise le conduisirent à assurer la charge de Président de l'*Association liégeoise pour l'encouragement des beaux-arts* (1857), ainsi que de la *Société libre d'Émulation* (1847), laquelle fut créée à la fin du siècle précédent par le Prince-Évêque de Liège, François Charles de Velbrück, afin de permettre aux intellectuels liégeois d'établir des contacts avec des sociétés savantes d'autres pays pour être tenus informés des découvertes scientifiques et du progrès des arts. Vers 1840, dans le domaine de l'architecture, l'innovation consiste à redécouvrir les trésors d'un patrimoine oublié dont on prend progressivement conscience. Henri Dewandre se fait ainsi l'émule de Prosper Mérimée : il intervient pour défendre les droits du gouvernement à la propriété du palais de Liège qui pourra ainsi être rapidement restauré, ainsi que comme Conseiller de la fabrique de Sainte-Croix, lors de la restauration de l'église romane. Barthélémy, son frère cadet, s'il n'a pas eu les honneurs de la postérité ¹⁰ comme son aîné, n'en est pas moins un digne représentant de cette bourgeoisie libérale, éclairée et néanmoins catholique, qui, tout en professant une foi inébranlable en la science et le progrès, n'en reste pas moins attachée à la religion comme sédiment historique d'une nouvelle société à construire et comme pilier fondateur du jeune État belge. Son esprit novateur s'exprime ainsi dans la conviction que, pour le projet de Sainte-Marie, seul un langage architectural neuf sera en mesure d'exprimer les aspirations d'une nation en devenir, tout en révélant la richesse de son histoire.

9. F. Dewandre obtint le prix de Rome de sculpture en 1783.

10. Il existe deux biographies de Henri Dewandre : Leroy M. A., *notice sur H. F. J. B. de Wandre, président de la société d'Émulation*, Liège, 1863 ; Capitaine U., *Nécrologe liégeois pour l'année 1862*, in *Annuaire de la société d'Émulation de Liège*, Liège, 1868, p. 80-87.

De ce fait, il se heurte inévitablement au conservatisme de d'Anethan, lequel est à la fois désireux de perpétuer la tradition du clocher-porche des églises bruxelloises et manifeste une visible prédilection pour le néo-classicisme ornant les façades de tous les édifices bruxellois réalisés au cours des décennies précédentes, dans un évident souci de préserver l'ordre social établi, dont les valeurs trouvent ici leur illustration symbolique. Pourtant, le ministre de la Justice, malgré toutes ses réticences, s'est finalement rallié au choix esthétique et urbanistique du président de la fabrique et de ses membres, les deux partis en présence étant également convaincus du rôle essentiel et hautement symbolique joué par la capitale dans la réalisation d'une grande tâche nationale. De même, sur le plan politique, on assiste au cours de ces années 1840 au rapprochement improbable entre les libéraux – exception faite d'une minorité d'anticléricaux – et les catholiques conservateurs ; cette alliance va dans le sens de la consolidation d'un pouvoir central fort, confortée par le soutien apporté au Roi dans une lutte commune contre les catholiques démocrates qui sont, quant à eux, attachés à l'esprit de particularisme et défendent les libertés communales. L'église de Sainte-Marie, bien qu'implantée sur le sol de la commune de Schaerbeek, est tournée vers Bruxelles qu'elle couronne et consacre comme la capitale d'une nation unifiée. Le répertoire stylistique totalement innovant de l'édifice est également une tentative de répondre à ce nouveau défi et de dépasser les clivages.

L'éclectisme comme symbiose des styles et des sensibilités politiques

La nécessité de créer un style adapté aux temps nouveaux est un thème récurrent des premières décennies du XIX^e siècle. En 1828, l'architecte allemand H. Hübsch s'interroge dans un opuscule devenu célèbre, intitulé « *Dans quel style devons-nous construire ?* »¹¹ : Dewandre, inspiré par son architecte Van Overstraeten, apporte une amorce de réponse pour défendre son projet d'église dont le style est trop novateur pour ne pas être critiqué¹² :

Malheureusement notre époque n'a pas de style, nous sommes dans des jours de transition où nulle école méritoire vienne recueillir les suffrages unanimes. En France, c'est le style Renaissance qui fait école, en Angleterre, c'est l'architecture grecque et ogivale qui semble régner, Munich, seule cette cité artistique par excellence, fait de tous les styles et certes à la vue de ses magnifiques monuments, on n'oserait taxer ses

11. H. Hübsch, *In welchem Style sollen wir bauen ?* Karlsruhe, Verlag der Chr. Fr. Müller'schen Hofbuchhaltung, 1828.

12. Voir les remarques du commissaire d'arrondissement rapportées dans le rapport du conseil de fabrique du 19 mai 1845 : « Ce n'est pas le style de notre époque, observe M. le commissaire, une ville où l'on construirait des édifices de tous les styles ne donnerait pas une bien grande idée du bon goût de ses habitants : il faut que les monuments soient en harmonie avec la disposition de nos cités, avec nos mœurs et nos habitudes [...]. Le style qui semble le mieux convenir aujourd'hui, objecte-t-on, c'est celui appelé Renaissance, [...] C'est d'après ce style, qui maintenant fait école en France, qu'est bâtie l'église St-Joseph au quartier Léopold ».

habitants de mauvais goût : Munich a osé revêtir de style byzantin la grande et belle église qu'elle vient de construire ! Pourquoi nous laisser devancer par les applications artistiques de la Bavière et de la Prusse ? (AFSM, rapport du Conseil de fabrique, 5 avril 45)

La question du nouveau style recoupe ainsi celle de l'identité nationale et appelle une confrontation avec les pays voisins, l'Allemagne offrant un contre-modèle au style néo-renaissance français. De l'aveu même de Van Overstraeten, la *Allerheiligen Hofkirche*, construite à Munich (1826-1837) par Leo von Klenze, lui a manifestement suggéré une autre voie à suivre. Le nouveau regard porté sur l'histoire fait voler en éclat le carcan du « bon goût » préconisant l'unicité du style architectural et la conformité au modèle antique, contrôlées par l'autorité suprême de l'Académie. Cette curiosité nouvelle pour d'autres modèles de référence stimule l'invention architecturale qui ne relève pas de la simple reproduction historiciste de modèles empruntés à une époque spécifique ; à cet égard, Sainte-Marie est davantage que ce « grand monument byzantin, [ce] dôme du bas-empire » qu'on a pu lui reprocher d'être¹³. « Faire de tous les styles », comme l'écrit Dewandre, consiste à composer à partir de différentes figures de l'histoire et systèmes de référence, dont la combinaison apporte une solution architecturale adaptée au temps présent. En effet, explique Jean-Pierre Épron :

Les architectes de l'éclectisme n'ouvrent pas le corpus de l'architecture pour trouver ou imposer des formes nouvelles, mais pour accomplir un travail de transformation et d'adaptation sur les références, qui doit permettre de répondre au programme de l'architecture et de justifier sa prééminence [...], les architectes veulent comprendre la société, saisir le but qu'elle poursuit, précéder son évolution, faciliter son développement, fixer les bornes de ses aspirations, concilier ses velléités et ses exigences avec ses moyens ; ils tentent de s'emparer du rôle de philosophe, rôle essentiellement politique (l'architecte dira pourquoi construire). (J.-P. Épron, 1997 : 18-19)

Par son livre sur *L'architectonographie des temples chrétiens*, Van Overstraeten offre une illustration on ne peut plus explicite du travail de l'architecte qui convoque l'histoire pour apporter des solutions artistiques et techniques répondant au besoin matériel et spirituel d'une société. Les différentes composantes du corps social, ainsi que les idéologies qui le divisent se trouvent réunies par la force synchrétique du vaste édifice. On a déjà évoqué le modèle des atriums romano-byzantins permettant de préparer le fidèle au recueillement, comme au temps de la primitive Église, une partie de l'édifice à laquelle il convient de redonner sa véritable fonction symbolique, « pour ranimer la froideur et la lâcheté de notre foi ; aujourd'hui que les préoccupations séculières se font jour plus que jamais ; ne faut-il pas compenser par des dispositions spécialement convenables ce que nous avons à regretter d'ailleurs ? » (H. Van Overstraeten, 1850 : 196)

13. « Vouloir de nos jours élever aux portes d'une capitale un grand monument byzantin, un dôme du bas-empire, c'est prétendre en quelque sorte que du ^{ve} au ^{xix}e siècle l'art de bâtir n'a fait aucun progrès. » (AFSM, rapport du Conseil de fabrique du 19 mai 1845)

Cette volonté de retour à l'archaïsme, qui procéderait presque d'un christianisme rétrograde et militant, contraste singulièrement avec l'utilisation du fer et la conception technique du bâtiment, « d'une originalité incontestable, puisqu'il n'a jamais été produit », l'architecte ayant ainsi bien conscience de créer un « [proto]type tout à fait propre au pays où gisent les matériaux de sa spécialité » (XII) et qui ne peut que susciter l'adhésion de la bourgeoisie industrielle et libérale belge, car la métallurgie constitue un des fers de lance de son activité. De même la figure tutélaire de Charlemagne, dont la chapelle palatine d'Aix-la-Chapelle constitue le premier exemple d'édifice à coupole à plan centré en Europe du Nord, offre un modèle de pouvoir monarchique fort, mais néanmoins éclairé, car il est celui qui « voulut régénérer parmi les peuples cet autre culte de l'humanité que forment les sciences et les arts » (p. 74). En contrepoint de la coupole impériale, le style ogival utilisé dans les parties hautes de Sainte-Marie atteste, quant à lui, d'une influence laïque et de l'esprit de sécularisation de l'art chrétien, dont la légitimité ne doit pas seulement être fondée sur le pouvoir du clergé, mais sur celui des instances locales et laïques. En effet, on assiste au XIII^e siècle à « la substitution de l'ogive franc-maçonnique au plein cintre clérical », lorsque « les Arts ne jaillirent plus du sein de l'Église [et que] s'élevèrent simultanément et comme par miracle, une foule d'artistes en dehors des cloîtres » (p. 127-128). La pluralité des références architecturales qui composent Sainte-Marie consacre son statut de monument, non seulement comme le vivant témoignage de la diversité des époques qui ont précédé, lorsque de « grandes intelligences, profitant des tendances de leur siècle, conduisaient les masses tantôt sous le prestige de la religion, tantôt sous les dehors émancipés des principes séculiers » (H. Van Overstraeten, 1850 : IX), mais aussi comme l'emblème éclatant des mutations techniques induites par le « progrès moderne » (p. 190). La richesse formelle du monument est celle de la multiplicité des éléments constitutifs de la nation et l'édifice, dont les proportions imposantes dominent la ville, est l'expression à la fois visuelle et symbolique d'un État fort, dont les structures ont été consolidées par l'alliance d'éléments au départ antagonistes. Le projet du monument lui-même n'a de fait pu être validé que grâce au rapprochement de partis opposés. Ainsi, à l'instar des membres des gouvernements belges unionistes qui se succèdent, d'avril 1841 à août 1847, regroupant la noblesse conservatrice et des éléments modérés de la bourgeoisie libérale, de même qu'à la Chambre, les représentants tentent de s'entendre dans leur recherche d'une voie médiane réglementant les rapports complexes de l'Église et de l'État, le catholique conservateur Jules d'Anethan et le libéral Barthélémy Dewandre sont eux aussi parvenus à dépasser leurs divergences d'opinion et de sensibilité pour doter la capitale de ce symbole du nouvel État belge, riche de significations, et livrer à la postérité ce qui constitue sans doute un des plus beaux témoignages de l'unionisme belge.

Véronique SAMUEL-GOHIN

AUSser (*Architecture Urbanistique Société : Savoirs Enseignement Recherche*)

UMR 3329 CNRS

gohinfloreal@skynet.be

Bibliographie

Archives de la fabrique de Sainte-Marie (AFSM), locaux de la paroisse.

CHOAY Françoise, 1992, *L'allégorie du patrimoine*, Paris, Éditions du Seuil.

ÉPRON Jean-Pierre, 1997, *Comprendre l'éclectisme*, Paris, Norma, Institut français d'architecture.

HAAG Henri, 1950, *Les origines du catholicisme libéral en Belgique, 1789-1839*, Louvain, Bibliothèque de l'Univ.

LOIR Christophe, 2009, *Bruxelles néoclassique. Mutations d'un espace urbain (1775-1840)*, Bruxelles, CFC-Éditions.

LOYER François, 2006, *Histoire de l'architecture française. De la Révolution à nos jours*, Paris, Éditions Mengès-Éditions du Patrimoine.

Rapports des séances de la Chambre des représentants (CR), disponibles en ligne : <http://www.unionisme.be/ch18440111.htm>

VAN OVERSTRAETEN Henri Désiré Louis, 1850, *Architectonographie des temples chrétiens*, Malines, Van Velsen-Van der Elst.

WITTE Else, 2005, « La construction de la Belgique 1828-1847 », in Witte E., Gubin É., Nandrin J.-P., Deneckere G., *Nouvelle histoire de Belgique*, vol. 1 : 1830-1905, Éditions Complexe, Bruxelles.

L'érection de l'église Sainte-Marie de Schaerbeek

« dans le plus bel endroit de la capitale »

Querelles et polémiques autour d'un symbole

Le projet pour la construction de l'église Sainte-Marie sur la commune de Schaerbeek a fait l'objet de nombreuses correspondances, écrites entre octobre 1841 et août 1847 par la Fabrique et notamment adressées au ministre de la Justice, responsable de l'administration des cultes, Jules d'Anethan. Les arguments invoqués par la Fabrique pour la défense du projet laissent percevoir une conscience particulièrement aiguë de la forte dimension symbolique d'un édifice religieux placé au sommet de la plus belle artère de la capitale. Les résistances auxquelles ils se heurteront, au-delà des difficultés financières, relèvent en effet d'un différend sur l'inscription de l'édifice religieux au sein de l'espace urbain qui oppose la vision des catholiques conservateurs, adeptes du clocher-porche traditionnel de style néo-classique, et la volonté des libéraux d'ériger un « monument national » exprimant avec force les valeurs du jeune État belge. L'éclectisme de l'édifice apparaît comme une solution architecturale permettant de concilier les points de vue.

Mots-clés : unionisme, éclectisme, monument, édifice religieux, paysage urbain.

The construction of the Church Saint Mary of Schaerbeek

"in the most beautiful site of the capital"

Quarrels and polemics about a symbol

The project for the construction of the Saint Mary church in the municipality of Schaerbeek is the subject of many letters, written between October 1841 and August 1847 by the Fabrique (church board), mainly to the Minister of Justice, in charge of religious matters, Jules d'Anethan. The rationale set out by the church board for the

project reveals a strong sense of the symbolic dimension of a religious building situated at the highest point of the greatest thoroughfare of the capital city. The opposition that the board encountered on top of many financial difficulties is indeed linked to a conflict about the insertion of that religious building in the city, a conflict between the views of the catholic traditionalists, in favour of a porch tower in neoclassical style, and the liberals, wishing to erect a “national monument” as a strong expression of the values of the young Belgian State. The church’s eclectic style can be seen as an architectural solution to reconcile these conflicting points of view.

Key words: unionism, eclecticism, monument, religious building, urban landscape.

La construcción de la iglesia Santa María de Schaerbeek “en el lugar más lindo de la capital” Disputas y polémicas alrededor de un símbolo

El proyecto de construcción de la iglesia Santa María en la comuna de Schaerbeek fue objeto de correspondencia variada, entre octubre de 1841 y agosto de 1847, escrita por el Consejo de la iglesia (la Fabrique) y especialmente dirigida al Ministro de Justicia, responsable de la administración de los cultos, Jules d’Anethan. Los argumentos invocados por el Consejo para la defensa del proyecto dejan entrever una consciencia particularmente aguda de la fuerte dimensión simbólica de un edificio religioso ubicado en lo alto de la arteria más bella de la capital. Las resistencias a las que se enfrentaron, más allá de las dificultades financieras, dan cuenta en efecto de un diferendo relacionado con la inscripción del edificio religioso en el seno del espacio urbano que opone la visión de los católicos conservadores, adeptos al campanario- porche tradicional de estilo neo-clásico, y la voluntad de los liberales de erigir un “monumento nacional” que exprese con fuerza los valores del joven estado belga. El eclecticismo del edificio aparece como una solución arquitectónica que permite conciliar los puntos de vista.

Palabras clave: unionismo, eclecticismo, monumento, edificio religioso, paisaje urbano.